



RENDU EXECUTOIRE LE

- 6 JUIN 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 29/05/2024

Reçu en préfecture le 29/05/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240529-24_A_SE_0195-AR



Service
des Etablissements et Services
Sociaux et Médico-Sociaux

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0195

du **29 MAI 2024**

Portant habilitation partielle de la
Résidence Autonomie du « Val de
Vonne » à Lusignan gérée par le CCAS
de Lusignan à accueillir des bénéficiaires
de l'Aide Sociale à l'Hébergement

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale du Département de la Vienne ;

VU le Schéma départemental des solidarités 2020-2024 adopté par délibération
du Conseil Départemental de la Vienne le 20 décembre 2019 ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2016-A-DGAS-DHV-SE-
0211 du 11 octobre 2016 portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement
délivrée au Centre Communal d'Action Sociale de Lusignan pour le fonctionnement de la
Résidence Autonomie du « Val de Vonne » sise à Lusignan pour une capacité de 29
logements pouvant accueillir 38 résidents au maximum ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n°2022-A-DGAS-DA-SE-0233
du 22 août 2022 portant modification du profil des personnes accueillies à la Résidence
Autonomie du « Val de Vonne » à Lusignan gérée par le Centre Communal d'Action
Sociale de Lusignan et fixant toujours la capacité maximale à 38 résidents ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative à
l'ouverture des crédits au 1er janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;

VU la demande d'habilitation partielle à l'aide sociale du CCAS de Lusignan, selon
la délibération du 16 janvier 2024, reçue le 5 février 2024 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : La Résidence Autonomie du « Val de Vonne » de Lusignan, gérée
par le CCAS de Lusignan est autorisée à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à
l'hébergement dans la limite d'1 place à compter de la date de signature du présent arrêté.

.../...

En application de l'article L342-3-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'établissement s'engage à proposer cette place à l'accueil d'une personne âgée ou en situation de handicaps bénéficiaire de l'aide sociale départementale, dans le respect des textes législatifs et réglementaires relatifs aux droits des usagers et des dispositions du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est complété par une convention avec l'établissement précisant les conditions et modalités de l'habilitation partielle, l'accueil des personnes âgées et l'évaluation de leur prise en charge.

ARTICLE 3 : L'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale peut être retirée dans les conditions prévues à l'article L313-9 du CASF.

Cependant, les droits et les conditions d'accueil du résident bénéficiant de l'aide sociale à la date du retrait d'habilitation ne sauraient être remis en cause.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département (lavienne86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télerecours citoyens» sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département (lavienne86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télerecours citoyens» sur le site www.telerecours.fr).

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le 29 MAI 2024

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON